

## Facebook est-il au-dessus des lois ?



Facebook est un réseau social connu dans le monde, utilisé par plus de 2.6 milliards d'utilisateurs et transmet plus de 100 milliards de messages par jour ! Ses fonctions principales sont de partager des photos, des vidéos et de « tchatter » avec ses amis, cette plateforme est dite à demi publique car ses utilisateurs peuvent se servir d'une plateforme de message privée ou publique, le choix leur appartient. L'application avait été au départ créée pour les élèves d'Harvard pour y afficher le visage de ses étudiants, mais l'application avait si bien marché qu'elle a été ouverte au public en 2006 pour que chacun puisse rencontrer et découvrir de nouvelles personnes, cela fait donc plus de 15 ans que cette entreprise existe. Cette entreprise est dirigée par Mark Zuckerberg – auteur d'une tribune diffusée, notamment, par *Le Monde* le 25 janvier 2019 – qui est un de ses créateurs avec trois de ses amis, il est maintenant un des hommes les plus riches du monde (son salaire étant estimé à 1.7 millions de dollars par heure). Facebook a régulièrement des difficultés à trouver des terrains d'entente avec la loi, les taxes et les impôts.

Nick Clegg – interviewé par *Le Monde* le 28 janvier 2019 – est le responsable des affaires publiques de Facebook depuis octobre 2018, il s'exprime dans cette interview sur les mesures prises par Facebook au sujet de ses relations avec le gouvernement.

Facebook a été accusé d'avoir aidé à l'élection de Donald Trump, même si des recherches faites par Columbia School et Harvard démontrent que ce sont surtout les médias traditionnels (télévision, radio) qui ont facilité l'élection de Donald Trump.

Pour remédier à tout ça Facebook a décidé de mettre en place de nouvelles mesures pour encadrer les publicités politiques, même si pour l'instant la France est un des seuls pays à avoir mis promulgué une loi sur ce sujet comme par exemple interdire les publicités partisans ou faire plus attention à ce qui porte sur des sujets politiques, comme l'immigration.

Il y aura aussi certaines conditions à suivre pour publier des publicités politiques comme s'enregistrer et dire qui finance la publicité. Enfin toutes ces informations seront stockées dans une base de données rendues publiques et consultables librement pendant 7 ans. Ce niveau de transparence n'avait jamais été aussi haut pour cette entreprise.

Marc Zuckerberg a lancé la mise en place d'une « cour d'appel » pour les utilisateurs se sentant injustement censurés. Facebook est souvent critiqué sur le contenu de sa plateforme bien qu'en supprimant déjà une grosse partie.

Nick Clegg et Marc Zuckerberg ont donc décidé de faire appel à un panel, si une affaire se trouvait être complexe. Ils ont aussi mis en place des documents accompagnés de questions pour réunir le plus de suggestions venant des utilisateurs et ils espèrent aussi créer un jury en définissant eux mêmes un groupe de personnes et ça dans le monde entier.

Il existe dans Facebook un outil servant à dialoguer en groupe souvent sur un sujet précis, il a par exemple été très utilisé par les gilets jaunes. Facebook a été accusé d'encourager sa radicalisation. Nick Clegg a donc répondu à cette accusation en expliquant que Facebook est une application libre et que cela pouvait donc arriver que certaines personnes s'en servent pour débattre sur des choses avec lesquelles vous êtes ou non en accord et que Facebook ne peut pas choisir et obliger leurs utilisateurs à ne communiquer que sur certaines causes et en bloquer une partie. Il leur a par exemple été demandé en 2017, par l'UE, de retirer tous les contenus portant sur le sujet du terrorisme. Même s'il est bien sûr interdit de faire des appels à la haine ou à la violence contre lesquels ont été mis en place des relations de proximité avec les services de maintien de l'ordre.

En 2017, Facebook a payé plus de 4 milliards d'euros d'impôts, soit, la quasi-totalité de ce que demandent les Etats-Unis. Aujourd'hui Facebook attend que les gouvernements aient un débat pour « définir la manière dont les impôts sont liés, ou non, à l'endroit où la valeur est créée » comme l'a dit M. Clegg lors d'une première interview avec *Le Monde* en 2017.

Facebook a aussi exposé son soutien à la démarche de José Ángel Gurría Treviño qui est le secrétaire général de l'organisation de coopération et de développement économique et cela même si Facebook doit payer plus d'impôts, car il est, pour eux, très important que Facebook soit vu comme juste, transparent, durable et non discriminant. Nick Clegg précise tout de même que pour lui l'Etat n'a pas de système d'imposition adapté à des géants du numérique.

Une des nouvelles idées de Marc Zuckerberg est de créer une messagerie en commun avec WhatsApp, Messenger et Instagram car, il trouve cela « frustrant » d'avoir autant de moyens de communication. Mais cette idée n'est encore que sous expérimentation.

La France suit ces temps-ci une nouvelle initiative que Facebook a mise en marche, un projet contre les discours de haine régulé par la manière dont travaille Facebook mais de l'intérieur (leur premier essai a duré environ 4 mois). Le président pourra même envoyer des représentants sur place pour comprendre comment tout cela fonctionne. Plusieurs autres pays en Europe ont montré de l'intérêt à cette idée. Facebook est aujourd'hui l'entreprise qui examine le plus son contenu.

Cela entre en plein dans les nouvelles initiatives que Facebook veut mettre en marche, leur grand thème étant de travailler en partenariat avec les autorités.

Malheureusement pour eux les gouvernements commencent à se poser des questions par rapport aux règles à prendre devant cette quatrième révolution industrielle, comme il y avait eu durant les années d'avant, que ce soit au niveau des automobiles, de la santé ou bien de l'agriculture. Facebook comprend tout cela, mais, espère que les mesures qui vont être prises ne mettront pas l'entreprise en péril.

Grâce à Facebook de nombreux emplois ont pu être créés grâce aux publicités mises en ligne qui sont normalement réservées aux grandes entreprises.

En 2018, Facebook a fait face à de nombreuses critiques, Marc Zuckerberg a donc pris la parole dans le journal *Le Monde* le 25 janvier 2019 pour clarifier la situation. Premièrement, il est pour lui primordial que tout le monde puisse faire entendre sa voix et prendre part aux débats. Pour avoir du monde sur son application il a pris en compte le fait qu'elle soit complètement gratuite et libre d'accès, cela grâce à la publicité.

Beaucoup de personnes se plaignent de toutes ces publicités. Pour faire en sorte que cela soit plus attractif, il a fallu à Facebook créer des catégories autour des centres d'intérêts de chacun. Cela se fait grâce aux recherches des utilisateurs ou par les publications qu'ils aiment (si par exemple quelqu'un aime une photo représentant une peinture il sera alors, mis dans la catégorie art).

Les annonceurs sont tous facturés pour pouvoir ensuite partager leurs publicités, grâce à internet catégoriser les gens est beaucoup plus simple et précis. Il existe beaucoup plus de genres de publicités, pour que chacun puisse trouver ce qu'il aime.

En tant qu'utilisateur vous pouvez aussi grâce au paramètre faire en sorte que les annonceurs ne vous atteignent pas, vous pouvez être mis au courant de la raison pour laquelle une réclame vous est parvenue et vous pouvez aussi, si vous le souhaitez, modifier vos préférences pour voir seulement ce que vous aimez.

Des personnes sont méfiantes, et, s'inquiètent face à ce nouveau système dit « opaque » que la plupart ne connaissent pas encore. Des rumeurs font souvent surface comme le fait que Facebook vendrait les données de ses utilisateurs, ce qui irait à l'encontre de leurs intérêts. Des utilisateurs se sont aussi plaints du fait que tant de publicités leur fassent parfois oublier ce qu'est réellement à la base Facebook, donc un lieu pour interagir avec sa famille et ses amis. Facebook n'a jamais laissé de contenu nuisible ou conflictuel pour générer plus de trafic car les utilisateurs sont contre et les marques ne veulent en aucun cas être associées à cela.

Facebook dit quand même enregistrer des informations comme les codes informatiques que mettent en place des structures pour détecter des fraudes ou des faux comptes.

De nombreuses personnes ont donné leur accord pour que Facebook utilise des informations collectées petit à petit par rapport à leurs anciennes recherches pour, ensuite pouvoir voir des publicités qui leur soient pertinentes.

« La technologie a toujours consisté à mettre le pouvoir entre les mains du plus grand nombre. Si vous croyez en un monde où chacun peut faire entendre sa voix et avoir une chance d'être entendu, où chacun peut créer une entreprise à partir de rien, alors il est important que la technologie soit au service de tous. C'est le monde que nous contribuons à construire, et notre modèle économique rend cela possible. » Mark Zuckerberg

---

José Antonio Ocampo est professeur à l'université de Columbia a partagé ces idées sur le sujet de taxation des grandes entreprises internationales dans *Le Monde* le 24 janvier 2019, beaucoup plus critique envers la toute puissance des GAFAs que Zuckerberg et Clegg... forcément !

Du 23 au 25 janvier a eu lieu une conférence durant laquelle les pays les plus riches ont présenté de nouvelles idées pour taxer les entreprises multinationales comme Google, Amazon, Facebook, Apple (les fameux GAFAs).

En 2015, l'OCDE (organisation de coopération et de développement économique) a dû mettre en place un projet dit « eurovision de la base d'imposition et transfert des bénéficiaires » dit BEPS pour réformer le régime fiscal international des entreprises, après qu'en 2012 Google, Apple et Amazon aient pratiqué l'évasion fiscale. L'OCDE a alors ouvert la porte aux pays en développement ce qui concerne 125 pays (en 2017).

Le projet de BEPS est à l'origine fait pour télécharger des informations entre les autorités fiscales sur les bénéficiaires et les paiements d'impôts des sociétés pays par pays, cela uniquement dans les très grandes multinationales, et cela ne sera pas rendu public.

Dans certains pays les entreprises peuvent profiter de taux d'imposition très faible, par exemple, Google a transféré 19,9 milliards d'euros aux Bermudes ou encore Facebook a payé seulement 7,4 millions de livres sterling d'impôts sur les sociétés au Royaume-Uni au lieu de 1,3 milliard de livres. Vodafone a révélé volontairement que 40% des revenus de 2016/2017 sont déposés dans des paradis fiscaux (1.4 milliards € au Luxembourg). Tout cela est absolument légal grâce à l'utilisation des prix de transfert qui sont les prix auxquels une entreprise transfère des biens corporels, des actifs incorporels, ou rend des services à des entreprises associées. On retrouve ces stratégies le plus souvent dans le monde de l'économie.

La commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises a créé le « BEPS 2.0 » qui servira à proposer des pistes pour une véritable réforme et pour une deuxième phase du processus. Il a été présenté au cadre inclusif 125 gouvernements au total, durant lequel ils ont présenté ce processus comme une nouvelle vision d'une transformation plus profonde du système fiscal en réponse aux défis posés par l'économie numérique.

Pour l'instant aucun accord n'a été mis en place par exemple l'Inde, l'Italie, l'Espagne, ou la France sur la manière de taxer les multinationales numériques. L'IRCIT soutient l'idée de mettre en place un impôt commun à plusieurs nations, ce qui permettrait l'égalité géographique en fonction des facteurs objectifs tels que les ventes et les ressources, des bénéficiaires mondiaux et des impôts. La priorité est de mettre en place un système international d'imposition des sociétés adapté à l'économie numérique, les pays développés doivent comprendre et interagir sur ces enjeux.

**Héloïse COMBE (1<sup>ère</sup> 8), le 16 octobre 2019**

---

Source : interview de Clegg (Le Monde 28.01.19), tribune de Zuckerberg ((Le Monde 25.01.19) et la tribune de José Antonio Ocampo (Le Monde 24.01.19),